

Courrier des lecteurs

Nous ne changerons pas nos vies

Genève, 27 juillet. J'ai lu avec intérêt la lettre publiée sous le titre «Genève n'est pas un supermarché» (voir «Tribune» du 27 juillet). Depuis plusieurs mois, je pense vous écrire à propos de la dégradation des conditions de sécurité à Genève et alentour. J'ai déménagé d'Italie en Suisse il y a dix ans. Là-bas, j'ai vu croître le problème des Roms etc., exactement comme je le vois aujourd'hui évoluer à Genève. Les mêmes étapes, au début des petits vols de porte-monnaie dans la rue ou dans les bus, après les mendiants avec enfants, puis les vols la nuit par infraction... Mais il faut savoir que ça ne s'arrêtera pas. La suite, c'est les violences physiques, les agressions

violentes dans la rue en plein jour, les vols... Il faut donner un message clair à ces personnes. Nous ne pouvons pas les laisser impunies. La police a ses raisons, les politiciens ont peur de se faire pointer du doigt comme étant racistes. La sauvegarde de la sécurité de la ville n'a rien à faire avec le racisme. Ces gens qui viennent voler sont des humains, mais ils ont des valeurs différentes. Il faut qu'on leur démontre que nous ne les laisserons pas changer nos vies. S'ils veulent rester, ils devront changer: trouver un boulot et commencer une vie différente dans la légalité, sinon, nous leur disons: «Vous n'êtes pas les bienvenus!» (...)

Anna Lisa Repetto



Du logement des conseillers d'Etat

L'invité

René Koehlin
Ancien président
du Grand Conseil



La polémique à propos du logement et du loyer de M. Mark Muller, président de notre gouvernement, relève d'un journalisme de bas étage.

Ses auteurs savent pourtant que la plupart des chefs d'Etat et autres magistrats politiques, ainsi que tous les ambassadeurs au monde, et notamment ceux qui vivent à Genève, habitent des lieux somptueux que leur mettent gratuitement à disposition les autorités qu'ils représentent.

En Suisse, il n'en est rien. Le président de la Confédération paie pour se loger; et tous les membres des gouvernements cantonaux en font autant. Tandis qu'en France voisine, un simple préfet, s'il le veut, peut habiter la préfecture, dont la mise à disposition lui est offerte gracieusement.

Or, toutes ces fonctions officielles impliquent des obligations qui sont constamment tributaires du lieu de résidence de ceux qui les accomplissent.

Ainsi, lorsque le soussigné a présidé le Grand Conseil, il a été maintes fois invité à dîner dans la maison qu'occupait tel ou tel ambassadeur ou consul, son hôte. Et en retour, il fallait bien qu'il leur rende la politesse! À la Pastorale? À la Fondation Zoubov? Au restaurant? Pas toujours.

Il fallait aussi, parfois, répondre par quelque chose d'équivalent. Sinon, les laisser croire qu'il habitait un logement indigne de sa fonction, et qu'il ne pouvait les accueillir qu'en un lieu public. Raison pour laquelle il en a reçu plusieurs dans la maison qu'il habite. Cela est exceptionnel. Aucun conseiller d'Etat n'agit de cette manière.

Particulièrement à Genève et à Berne, qui sont des cantons où la Suisse est représentée en permanence, le logement des membres du gouvernement devrait leur être à la fois offert et digne de leur mission. Or, il n'en est rien.

Et l'on trouve des personnes qui estiment trop grand, trop beau et pas assez cher, l'appartement qu'occupe le

«Le logement des membres du gouvernement devrait leur être à la fois offert et digne de leur mission. Or, il n'en est rien»

président de notre petite République. À l'évidence, elles ignorent toutes les obligations qu'implique cette fonction. Une fonction dont le cadre de vie devrait être à la mesure de ce qu'elle représente.

De même, les blâmes qui furent adressés à Monsieur André Hédiger, à propos de contraventions, relèvent du même genre de mesquinerie. Cette étroitesse qui conteste l'immunité du maire de Genève et des autres personnalités qui, temporairement, incarnent les autorités publiques.

Une telle petitesse habite les esprits qui voudraient que l'on considère ces dernières comme accessoires, secondaires, voire minables; au point de ne leur accorder aucune concession tribunaire des charges qu'elles assument. Chez nous, les chefs de gouvernement sont relégués au rang du plus simple, du plus modeste et du plus petit des citoyens. Dont acte. Celles et ceux qui acceptent encore de tenir ce rôle font preuve de beaucoup d'abnégation et de courage.

Cartabonus TPG, pas simple

La Croix-de-Rozon, 25 juillet. Un samedi après-midi, me rendant à l'arrêt du tram «Etoile» direction Genève, impossible de prendre un billet avec la cartabonus, le distributeur ne prenant que la monnaie et différentes cartes de crédit. De ce fait, j'ai dû traverser les voies pour prendre le ticket à un ancien appareil. Que se passe-t-il si cela arrive aux heures de pointe ou si un tram arrive dans chaque sens? Dernièrement, je me suis rendu à Rive pour acheter une cartabonus et expliquer mon problème. Il m'a été répondu que les nouveaux appareils prenaient tout sauf les cartabonus et on m'a fait comprendre que je n'avais qu'à avoir de l'argent liquide. Au fil de la conversation, j'ai appris qu'à l'avenir il y aurait de nouveaux distributeurs qui prendraient tout, même les nouvelles cartes qui remplacent les cartabonus actuelles. Question: les TPG qui pleurent misère, pourquoi ont-ils investi dans de nouveaux distributeurs qui seront bientôt obsolètes? Une affiche sur les distribu-

teurs mentionnant «cet appareil ne prend pas les cartabonus» ne serait pas un luxe.

Jean-Marie Rousseau

UBS: signal clair demandé

Eysins (VD), 25 juillet. C'est avec effroi que l'on apprend à nouveau la énième plainte émanant des USA contre l'un de nos prestigieux établissements bancaires et que celui-ci réplique par des suppressions d'emplois. Malgré des bénéfices empochés (moindres mais positifs) la banque persiste. Nos managers sont-ils plus accrochés à leurs actions qu'à leur devoir de patriotisme et de loyauté envers ceux qui leur ont octroyé le droit de survie (l'Etat et le peuple), en y injectant massivement des fonds? J'espère que nos instituts privés ainsi que notre gouvernement en prendront enfin acte, afin de se séparer des collaborateurs des pays concernés par ces attaques. Ainsi, ce signal clair leur sera salutaire. Il faut sauver nos emplois, diminuer le taux de chômage et préserver notre système économique tant envié!

Les Suisses ne veulent plus être les vaches à lait des pays développés. ABE salut.

Jean-Marie Mudry

Avec le peuple norvégien

Petit-Lancy, 27 juillet. Nos cœurs sont avec le peuple norvégien et surtout avec les parents et familles des jeunes massacrés. C'est une grande erreur de parler du meurtrier comme d'un malade mental, car si les psychiatres en décident ainsi, il va passer une année dans un hôpital et puis sera libéré pour poursuivre ses idées néfastes. Il

y a des gens qui ne veulent pas comprendre qu'il y a du mal dans le monde et qu'il y a des gens malveillants qui considèrent la vie humaine sans valeur et ne sont pas touchés par la souffrance des autres. La moindre chose que les familles endeuillées attendent est que la personne responsable de la mort de leurs proches soit emprisonnée à vie. Ainsi, eux et le grand public ne devront pas craindre sa libération.

Livia Varju

Précision

TPG Publicité Suite à l'article «Faire-part géants offerts à certains employés TPG» (voir «Tribune» du 20 juillet), la direction de TPG Publicité tient à préciser que les employés de cette société ne sont pas des employés des TPG. TPG Publicité est une filiale des TPG dévolue à la gestion des espaces publicitaires mobiles, dont 65% des recettes contribuent à améliorer le résultat de l'actionnaire principal TPG.

Ecrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à **Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11**. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Tous les blogs sont sur <http://blog.tdg.ch>



L'horloge fleurie a une sœur...

Haykel Ezzeddine Le point de départ, parce qu'il faut toujours un début, c'est un mail que j'ai reçu d'Ukraine. Avec la magie d'Internet, on peut avoir des lecteurs partout même au fin fond de la Sibérie. L'introduction faite, je passe au sujet principal. A l'ouest de l'Ukraine existe une ville de 735 000 habitants (statistique qui remonte à 2007) et qui porte le nom de Lviv. Mon correspondant, qui s'appelle Alexis Burnayev, m'écrit dans sa missive: «J'ai lu avec beaucoup d'attention vos articles sur les mésaventures de l'horloge fleurie de Genève... Il y a un an, j'ai réussi à reconstruire une copie de l'horloge fleurie de Lviv (Ukraine) qui a été détruite dans les années 60 pendant des travaux dans la ville.» Avant de rajouter, le mesquin: «Chez nous, aucun

vandalisme, ni moindre panne même avec un mètre de neige et à -32 degrés.»

planetephotoblog.tdg.ch

Genève aimera-t-elle Virgin?

Le cardon masqué (nom connu de la rédaction) On va arrêter de tergiverser car on en pense tous pas moins. Virgin aurait donc annoncé son désir d'alléger sa fiscalité en s'installant à Genève. Quelques questions donc, et en vrac (la liste peut changer!) pour chauffer la salle: (...) surtout, on aimerait savoir quels politiciens sont pour, et lesquels sont contre, qu'on taille dans la pierre leur choix pour la postérité?

ppg.blog.tdg.ch

L'hébreu et le russe en Israël

Maurice-Ruben Hayoun Croyez moi ou pas, mais le russe est la première langue des Israéliens! (...) Mais je vais d'étonnement en étonnement lorsque le client qui est juste devant moi s'adresse directement en russe à la vendeuse du rayon, laquelle lui répond dans la même langue. Quand mon tour arrive, je commande ce que je

souhaite avoir en hébreu et on me répond dans la même langue avec tout de même une pointe d'accent russe qui m'a toujours fait rire. (...) Et comme à mon âge, on ne se refait pas, je me mets à méditer et à me dire mais comment donc participons-nous, ici et là-bas, à la même identité juive? Comment font les autorités pour tenir ensemble dans un même territoire, un même peuple, une même armée, 120 nationalités différentes?...

mrhayoun.blog.tdg.ch

Interdire les jeux vidéo violents?

Walter Schlechten (...) «La fin est proche, je viens d'en abattre trois nouveaux qui se trouvaient dans une voiture. C'est propre, sans bavure. Le plaisir est immense même si les yeux me brûlent un peu sous l'intensité des assauts répétitifs. Je suis dans ma réalité, dans mon monde, dans une vie où tout se passe comme je l'avais prévu. Difficile de faire la part entre le virtuel et la réalité, l'adrénaline a ceci de bon, c'est qu'elle supprime les sentiments qui nous rendent faibles, tels que la honte, le remord, la peur, la crainte, la bonne conscience. Peu importe, je dois remplir ma mission cette nuit et

abattre le plus possible de zombies dealers, car le graal de la liberté se trouve au bout de la rue, et de mes armes.» Question: faut-il interdire les jeux vidéo violents aux mineurs?

walterschlechtenlibrepenseur.blog.tdg.ch

Les jeux de guerre, le stand de tir...

André Langaney (...) Les stands de tir sont certainement un mal nécessaire pour les professionnels susceptibles de faire usage d'armes. Le tir «sportif» peut être toléré. Mais ceux qui s'y livrent ne devraient en aucun cas être autorisés à en sortir des armes ou à les détenir hors des stands. (...) La culture états-unienne a fait un mythe positif de la barbarie de ses origines et glorifie sans cesse l'usage de la violence, depuis la National Rifle Association jusqu'aux films et jeux de guerre les plus débiles. Rien ne nous oblige à l'importer et à en laisser inonder les chambres de nos enfants et les cours des écoles ni à permettre aux détraqués de continuer à jouer à la guerre, à balles réelles, dans les stands de tir...

alanganey.blog.tdg.ch

Tribune de Genève

SA DE LA TRIBUNE DE GENÈVE
Adresse: 11 rue des Rois, 1204 Genève.
Tél. 022 322 40 00 - Case postale 5115 - 1211 Genève 11
Fax rédaction: 022 781 01 07
Adresse électronique: redaction@tdg.ch (non valable pour annonces et abonnements)
Internet: www.tdg.ch
Pour signaler vos manifestations: agenda@edipresse.ch

Abonnements:
Tarifs pour la Suisse (TVA 2.5% incluse)
12 mois: Fr. 399.-
Courrier: Case postale 5306, 1211 Genève 11
Tél.: 0842 850 150 (lu-ve 7h30-12h/13h30-17h) (depuis la Suisse uniquement ou +41 22 322 33 10)
E-mail: abonnements@tdg.ch
Suspension et changement d'adresse temporaire
Gratuit sur internet www.tdg.ch
Tél: 0900 950 150 (Fr. 6.- appel et service compris. Tarif pour le réseau fixe.)
Autres services: Tél. 0842 850 150
Fax. 022 322 33 74

Rédacteur en chef responsable: Pierre Ruetschi
Rédacteurs en chef adjoints: Tristan Cerf, Denis Etienne, David Haeblerli
Secrétaire général: Alain Giroud
Directeur artistique: Sébastien Contocollias
Directrice artistique adjointe (resp. photo): Ester Paredes
Chefs d'édition: Michel Eggs, François Savary.
Rubriques:
Genève: Frédéric Julliard. Suisse: Judith Mayencourt. Monde: Andrés Allemand. Economie: Roland Rossier. Sports: Daniel Visentini. Culture: Pascale Zimmermann.

Opinion-dialogue: Benjamin Chaix.
Internet: Daniel Klopfenstein.
Blogs: Jean-François Mabut (Jf.mabut@edipresse.ch)
Médiateur: Daniel Cornu www.mediateur.edipresse.ch
Marketing - Club lecteurs: Fabrice Schoch
Tél. 022 322 40 00
Fax 022 322 39 72
Une publication d'Edipresse
Groupe Edipresse
Tibère Adler, directeur général
Edipresse Suisse
Serge Reymond, directeur général
Direction éditoriale: Eric Hoessli
Direction ventes et marketing: Jean-Paul Schwindt

Régie publicitaire:
EDIPUB SA
Suisse romande: Rue des Rois 11, 1204 Genève 11. Tél. +41 22 322 34 25 edipub.geneve@edipresse.ch
Suisse alémanique: Mühlebachstrasse 43, 8032 Zürich. Tél. +41 44 251 35 75 edipub.zuerich@edipresse.ch

Tirage contrôlé (REMP 2010) 54 068 exemplaires
Audience (Mach Basic 2011-1) 134 000 lecteurs.
Tous les droits sont réservés. Toute réimpression, copie de texte ou d'annonce, ainsi que toute utilisation sur des supports optiques ou électroniques, sont soumis à l'approbation préalable de la rédaction. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.